

Journal de 7 heures 30

François Léotard : « En aucune manière nous n'avons l'intention de nous interposer dans la guerre elle-même ! C'est-à-dire de prendre parti pour l'une ou l'autre des deux parties »

Laurence Piquet, Florent Chevolleau, Benoît Mousset

France 2, 23 juin 1994

Un « oui » du bout des lèvres, hier [22 juin] au Conseil de sécurité, pour l'intervention militaire française au Rwanda.

[William Leymergie :] Commençons par l'intervention française au Rwanda.

[Laurence Piquet :] En effet après des semaines de massacre et après bien des discussions à New York, les Nations unies donnent leur feu vert à la France : Paris va intervenir dès aujourd'hui au Rwanda. Une opération qui ne fait pas l'unanimité, loin de là. Florent Chevolleau.

[Florent Chevolleau :] Un "oui" du bout des lèvres, hier [22 juin] au Conseil de sécurité, pour l'intervention militaire française au Rwanda : 10 voix pour mais surtout cinq abstentions [on voit les membres du Conseil de sécurité en train de voter à main levée]. Un des résultats les plus serrés à l'ONU pour une intervention de maintien de la paix [gros plan sur le représentant de la France, Jean-Bernard Mérimée].

Dans l'esprit de nombreux diplomates l'enlisement des Casques bleus en Somalie est encore très présent. Prudence donc, le mandat de la France est uniquement humanitaire et limité à deux mois.

Le plus farouche opposant à cette opération reste le Front patriotique rwandais : "C'est un acte d'agression, une invasion qui sera combattue par

les armes” ont affirmé ses représentants [on voit Claude Dusäidi en train de s’exprimer avec une certaine virulence devant les journalistes].

Plusieurs organisations humanitaires présentes sur les terrains sont aussi réticentes. L’Action internationale contre la faim estime que la France n’est pas le pays le mieux placé pour intervenir en raison de son passé [on voit des enfants, dont certains sont blessés, assis dans la benne d’un camion pour être évacués]. Une analyse partagée par Pharmaciens sans frontières et la Fédération internationale des droits de l’Homme. Dans ce concert de réserves, seul Médecins sans frontières se félicite d’une intervention qu’elle réclamait depuis une semaine.

Devant l’Assemblée nationale, Edouard Balladur a voulu clarifier hier [22 juin] les raisons de la décision du gouvernement d’intervenir au Rwanda [on le voit prendre la parole devant les députés].

[Edouard Balladur, ”Premier Ministre” : ”[...] au génocide. Il l’a prise parce que tous les recours diplomatiques et humanitaires ayant été épuisés, les massacres ne se sont pas arrêtés et que..., il faut qu’à tout le moins à certains États, dont la France, réagissent [sic]”.]

La grande majorité des députés s’est ralliée aux arguments du Premier ministre. Pour beaucoup c’est une question d’honneur. Seul le Parti communiste s’est déclaré franchement hostile à l’opération Turquoise [on entend les applaudissements des députés].

[Laurence Piquet :] Restent encore quelques incertitudes sur les modalités de cette opération. Dès ce matin un premier contingent de soldats français devrait se retrouver à pied d’œuvre à la frontière du Rwanda et du Zaïre. Benoît Mousset.

[Benoît Mousset :] Déjà installés à la frontière rwandaise ces militaires français seront les premiers à entrer en action ce matin. Leur mission : porter secours à 8 000 Tutsi menacés actuellement par les milices gouvernementales hutu. 600 hommes pour l’instant, d’autres ensuite [on voit des militaires français dans un aéroport puis sur le lac Kivu].

À partir de la base zaïroise de Bukavu ils pénétreront au Rwanda, direction Cyangugu à quelques kilomètres de là au sud-ouest du pays. Progressivement au cours des jours qui viennent l’opération se développera selon le même schéma. Le contingent français atteindra alors 2 500 hommes, 1 000 viendront de la métropole [diffusion d’une carte du Rwanda montrant la ligne de front ainsi que les villes zaïroises de Goma et Bukavu desquelles les Français partiront pour le Rwanda].

Le commandant [commandement] de l’opération Turquoise a été confié

au général Jean-Claude Fourcade [Lafourcade]. Il disposera de 500 véhicules, d'avions-cargos, d'hélicoptères afin de conduire des missions logistiques ponctuelles aussi réduites que possibles [diffusion d'images de réfugiés].

Edouard Balladur a souligné hier [22 juin] à l'Assemblée le but strictement humanitaire de cette opération [on le revoit en train d'intervenir devant les députés]. Le ministre de la Défense aussi.

[François Léotard, "Ministre de la Défense" : "Je rappelle que notre objectif est humanitaire : sauver, dès que possible, des gens. Des enfants, des vieillards, des civils, des religieux, des gens qui sont menacés dans leur vie. En aucune manière nous n'avons l'intention ni l'objectif de nous interposer dans la guerre elle-même ! C'est-à-dire pour prendre parti pour l'une ou l'autre des deux parties".]

L'opération Turquoise sera limitée dans le temps. Objectif : céder la place le plus vite possible, peut-être dès la fin du mois de juillet [on voit des soldats français descendre d'un avion gros-porteur].